



1. Editorial :

Par la commission Education du PRCF

A PARTIR DU 5 DÉCEMBRE tous dans l'action pour gagner !



sable), nous engageons une transition écologique (oui, nous ne faisons rien, mais souvenez-vous, taisez-vous), nous transformons l'Education Nationale (pour faire disparaître des milliers de postes, réduire les droits des enseignants à zéro), nous entendons réserver le statut de la Fonction Publique aux derniers des mohicans (les autres, tous auto-entrepreneurs, puisque le MEDEF l'exige)....

Quant à la mémoire, l'oligarchie soutient la résolution du « parlement » européen qui diffament les communistes européens, de Brest à Vladivostok, en les accusant d'être les mêmes totalitaires que les nazis et en demandant que nos partis, nos mouvements, soient interdits.

Face à cette fuite en avant vertigineuse, une réaction s'impose.

Le 5 décembre, une intersyndicale interpro CGT, FO, FSU Solidaires appellent à une massive journée d'action public/privé contre la casse des retraites programmée par Macron-Medef et l'UE. Des Fédérations professionnelles, des UD mais aussi beaucoup de travailleurs se posent d'ores et déjà la question d'un mouvement reconductible, condition nécessaire pour faire plier le pouvoir et gagner.

La question des retraites n'est pas indépendante de toutes les autres questions et de toutes les régressions qui nous sont imposées. Mais elle peut permettre le « tous ensemble en même temps » pour faire reculer et pourquoi pas chuter Macron. Pour cela, il faut cibler les contre-réformes et leurs commanditaires (gouvernement, MEDEF, UE) ; il faut également que le pays s'arrête : de travailler, d'obéir à leurs injonctions, de ne pas se parler. Retrouvons l'audace, la volonté, des travailleurs de 36 ! Tous ensemble en même temps !

Le déchaînement de la violence de l'hydre capitaliste mondial augmente chaque jour. Celles et ceux qui pensaient pouvoir faire l'autruche en croyant que la France serait épargnée, doivent désormais assister à la «normalisation» de notre pays sur les principes qui sévissent partout, exigés par le FMI, l'UE et l'internationale capitaliste de Bildelberg.

Nos droits, nos revenus, nos conquies, tout est attaqué, mais aussi la mémoire de l'Histoire. Nous sommes face, comme jamais, à une entreprise de falsification généralisée où tout est faussé : vous avez le droit de vous exprimer, mais taisez-vous (et nous enregistrons tout ce que vous dites pour s'en servir contre vous un jour), vous avez le droit de manifester, mais restez chez vous (sinon, si vous perdez un œil, vous serez respon-

2- Retraites :

L'HEURE DE LA RECONQUÊTE A SONNÉ !

(Contribution du Front Syndical de Classe)

Le projet macronien de « régime universel » de retraites vise à parachever la destruction progressive des retraites par répartition entamée depuis des décennies au profit du grand patronat par une succession de contre-réformes (1993, 2003, 2010) et pilotée par l'UE.

Le gouvernement s'apprête à donner le coup de grâce à une des plus belles conquêtes issues de la Résistance en se justifiant par la rengaine habituelle : allongement de la durée de vie, "déficits", dette, équité...

Sa stratégie : désamorcer la riposte par la "concertation", obtenir l'aval de directions syndicales "raisonnables".

Or, le rapport Delevoye est sans appel : calcul sur toutes les années de la carrière, individualisation des situations et système par points dont la valeur n'est pas fixe, augmentation du nombre d'annuités et âge-pivot à 64 ans avec décote pour ceux qui partent avant, suppression d'abattements fiscaux... Au final, recul massif des pensions et développement de la capitalisation... pour ceux qui en auront les moyens.

Pour le mouvement syndical, le choix est clair :

- soit temporiser, perdre un acquis crucial de notre peuple et ouvrir les vannes à une situation espagnole ou grecque,
- soit riposter à l'intox dominante, avancer de vraies alternatives, organiser efficacement les luttes ensemble sur le fond.

Non à l'intox des "experts" en sacrifices ... pour les autres.

L'espérance de vie en bonne santé ? : Elle est de **63,1** pour les hommes et **64,2** pour les femmes en moyenne, quasi stationnaire depuis 1970, avec une différence de 10 ans selon les couches sociales. Vivre mieux, retraite incluse c'est notre objectif ; repousser nos retraites jusqu'à l'anti-chambre de la mort, diminue encore l'espérance de vie des couches populaires et les faisant travailler plus longtemps c'est le leur, au nom de la "compétitivité".

Les déficits des comptes sociaux ? Enfumage ! Les "déficits" viennent principalement du chômage (5 millions de non cotisants). Il suffirait que la moitié cotise à nouveau pour que les "déficits" disparaissent.

Il n'y a pas de problème de financement des retraites en soi ! Il y a un choix d'affectation des richesses produites par le peuple ! Certes, le volume global des retraites augmente et le rapport actifs/retraités diminue, mais le catastrophisme n'est qu'un chantage pour parvenir à des reculs sociaux.

Des ressources, il y en a :

La richesse nationale produite par le travail double tous les 40 ans, mais :

- La seule fraude fiscale, "dénoncée" tous les matins et plus florissante que jamais, coûte 60 à 80 milliards à la France.
- La seule "rémunération" des actionnaires a représenté en France représente 51 milliards d'euros pour le second trimestre 2019 !
- Les seuls intérêts de leur dette auprès des "marchés financiers" constituent le 3^{ème} poste de dépenses du budget.
- Depuis 1980, le capital a récupéré sur notre dos 200 milliards d'euros par an par l'augmentation de l'exploitation, la compression des salaires et les multiples cadeaux fiscaux (% de la valeur ajoutée entre le capital et le travail). Le seul retour au "partage" de 1980 mettrait fin aux "déficits" organisés des retraites et de la Sécu.

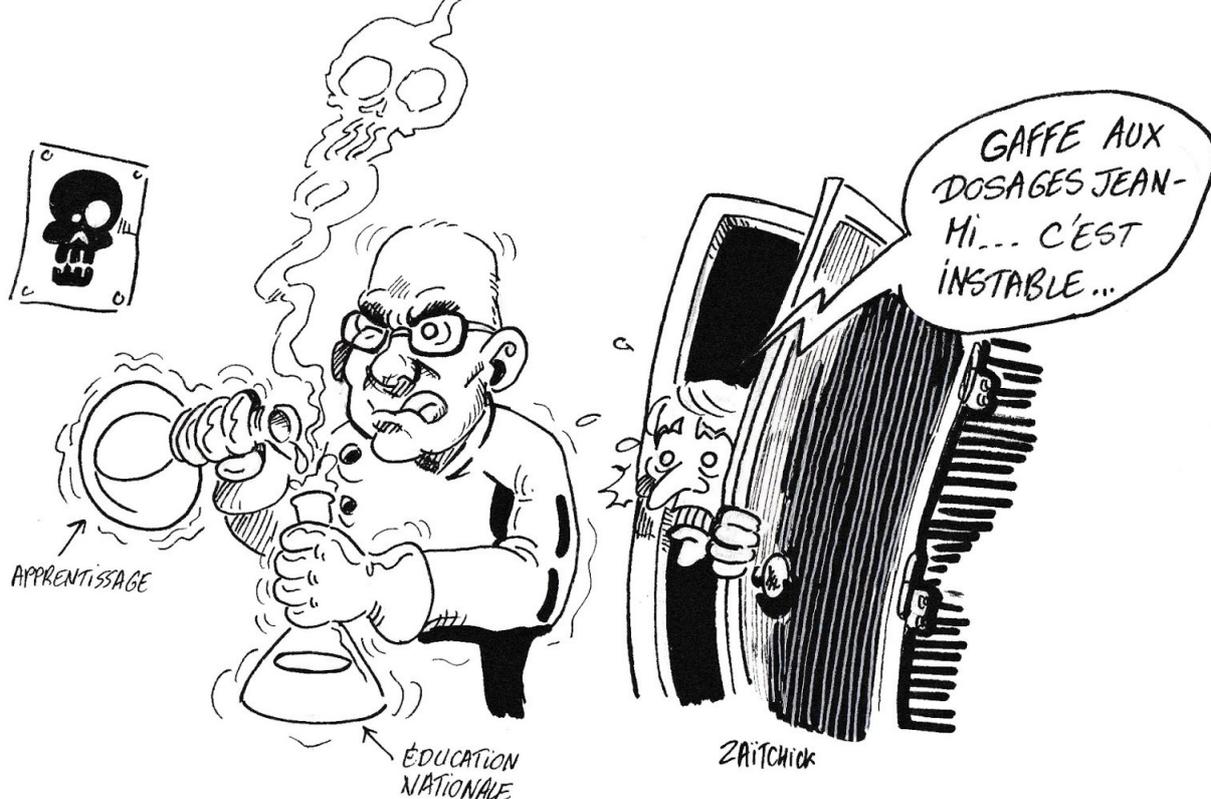
Il n'y a donc pas de problème de financement des retraites. Il n'y a que la volonté des grands groupes capitalistes de :

- mettre la main sur les sommes qui transitent aujourd'hui par le système par répartition
- plus généralement, drainer le maximum de ressources sociales pour intensifier leur destructrice guerre économique.

Tous ensemble, nous pouvons gagner :

- défense du système par répartition, pas seulement en façade, mais dans son contenu redistributif.
- abrogation des contre réformes antérieures, notamment celle des régimes spéciaux de 2007,
- refus de l'allongement de la durée de cotisation,
- retour à un droit effectif à la retraite à 60 ans et retour aux 37,5 annuités pour tous, privé et public,
- retour au calcul sur les 10 meilleures années dans le privé et les 6 derniers mois dans le public,
- indexation des pensions sur les salaires (avec indices non truqués),
- maintien du Code des pensions et des statuts particuliers...

EDUCATION NATIONALE REPUBLICAINE OU « CONSTRUCTION » EURO-ATLANTIQUE : IL FAUT CHOISIR !



Après avoir cassé le Code du travail et engagé l'euro-privatisation de la SNCF, d'EDF et des aéroports, Macron secondé par Blanquer exécute à marche forcée la feuille de route du MEDEF et de l'UE : cap sur la casse des statuts de la FP, de l'Éducation nationale et des retraites solidaires remplacées par la ruineuse « retraite à points »... Ce sont bien deux logiques sociopolitiques qui s'affrontent sourdement : d'une part celle que mirent en place les ministres communistes de 1945 œuvrant dans le cadre du CNR, d'autre part celle que porte une « construction » européenne entièrement dédiée à la marchandisation des activités, à l'effacement des acquis sociaux et de l'héritage révolutionnaire du peuple français.

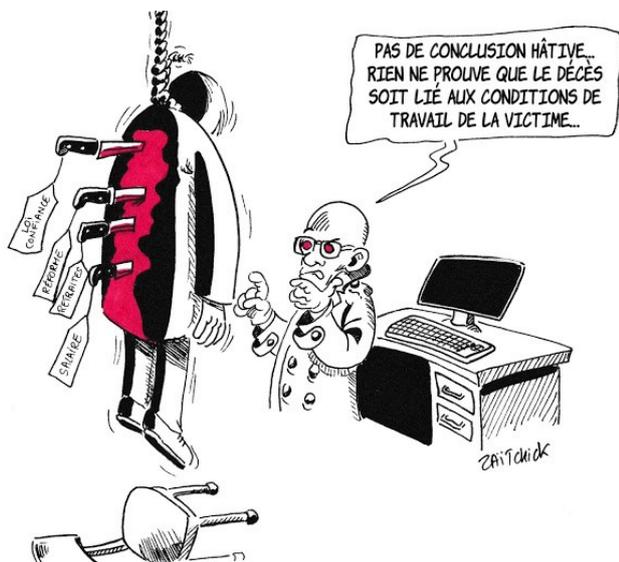
Il faut percevoir la cohérence de classe ultra-capitaliste, antinationale et antisociale des contre-réformes qui détricotent la France et l'école publique : l'application des stratégies de l'Éducation pilotées par l'UE dicte le « paquet » des contre-réformes qui saccagent le collège, le lycée et le bac national (« parcoursup » et sélection sociale accrue à l'Université), le supérieur (Loi ORE), la voie professionnelle livrée au MEDEF, la fusion des académies, la mise en concurrence des établissements et des agents, les pouvoirs accrus aux chefs d'établissement dans le cadre du « new public management ». Ne parlons pas du sort réservé aux contractuels ces variables d'ajustement qui annoncent le sort réservé à tout un chacun quand la casse des statuts sera parachevée... **D'autres annonces sont tout aussi préoccupantes.** Ainsi de la tendance à généraliser l'enseignement obligatoire en anglais (et non l'enseignement de l'anglais...) avec le recrutement de « locuteurs natifs » ; mais cela signi-

fie déclasser de fait la langue de Molière sans enseigner pour autant un anglais correct... Sans oublier les nouveaux programmes d'inspiration réactionnaire... Tout cela dans un contexte de suppressions massives de postes, de maltraitance sociale des personnels contractuels et d'essor du privé : pensons au financement contraint des maternelles privées par les communes et à la mise en place des EPLEI, établissements publics-privés de la maternelle au lycée réservés aux enfants « de la haute », préparant en anglais aux diplômes internationaux et non-soumis, eux, à la contre-réforme du lycée...

Alors que, grâce notamment au vaillant mouvement des Gilets jaunes (réprimé dans le sang), la popularité de Macron-MEDEF est en chute libre, et après que nombre de correcteurs du bac ont su fronder Blanquer en juillet dernier, le PRCF appelle les enseignants à s'engager dans une résistance acharnée à côté des autres secteurs en lutte. La construction d'une riposte globale doit être à l'ordre du jour des syndicats de l'Education, faisant le lien avec l'ensemble des régressions (FP, retraites, droit du travail, allocations chômage, sécu...) et débouchant sur un grand mouvement social plaçant le pouvoir sur la défensive. **une alternative antifasciste, patriotique, écologiste et internationaliste ; elle passe par la sortie de la France de l'euro, cette austérité continentale faite monnaie, de l'UE, cette prison des peuples dirigée depuis Berlin, de l'OTAN, cette machine à mondialiser les guerres de l'impérialisme US, et du capitalisme, qui conduit l'humanité dans le mur sur tous les plans : militaire, culturel, socioéconomique... et environnemental.**

4- Conclusion:

BLANQUER TUE L'ÉDUCATION NATIONALE, ET SES AGENTS EN PAIENT LE PRIX !



Le monde de l'Éducation nationale est en deuil depuis le suicide de Christine Renon le lundi 23 septembre 2019. Cette directrice d'école maternelle à Pantin a accompli son ultime geste comme un cri de rage et du cœur, celui d'une directrice d'école « épuisée » comme tant d'autres enseignant(e)s, directrices et directeurs, responsables d'éducation, conseillers principaux d'éducation (CPE), médecins et infirmiers/infirmières scolaires, sans compter les agents techniques subissant la sacro-sainte « externalisation » des services et autre « ouverture à la concurrence » si chères au MEDEF, à Macron et à l'UE.

Déjà, un rassemblement a été organisé en hommage à Christine Renon jeudi 3 octobre à 13h30 à Bobigny, rassemblement auquel étaient présents des enseignants membres du PRCF et de syndicats enseignants et qui a réuni 3000 personnes, parfois venues de province (jusque de la Guyane !); plus de 200 écoles étaient fermées et près de 65% du personnel enseignant de Seine-Saint-Denis étaient en grève. Puis une marche blanche a été organisée ce samedi 5

octobre à Pantin, avec un cri du cœur malheureusement déjà tant entendu dans d'autres circonstances : « Plus jamais ça ! ». Le 6 novembre, des actions sont prévues dans tout le pays à l'initiative de CGT, FSU et Solidaires.

Autant de revendications et d'alertes qui démontrent, s'il en est encore besoin, la réalité de « l'école de la confiance » du sinistre Blanquer.

Il serait toutefois erroné de ne cibler que Blanquer, dernier avatar de l'ordre capitaliste et euro-atlantique, qui poursuit « l'œuvre » de destruction de l'Éducation nationale : transformer l'école en un centre de recrutement pour une « armée de réserve des travailleurs » exploitables pour une « économie flexible et compétitive » comme l'exigent le processus de Bologne de 1998 et la stratégie de Lisbonne de 2000 ; abandonner le projet d'émancipation individuelle et intellectuelle au profit de « l'esprit d'entreprise » et de la « flexibilité » basée sur des (fausses) « compétences », jusque dans les universités ; détruire le statut de la fonction publique en accentuant le recrutement de contractuels corvéables à merci ; soumettre le monde enseignant à un « devoir d'exemplarité » ; lutter contre la « désinformation » en sommant les professeurs – notamment ceux d'histoire-géographie-« enseignement moral et civique » (tout un programme !) – de diffuser la propagande capitaliste et euro-atlantique : tel est le grand projet d'embrigadement du ministre, qui n'en a cure des légitimes revendications du monde enseignant.

Signez la pétition
« Blanquer doit partir »

<https://www.initiative-communiste.fr/articles/luttes/des-milliers-de-signatures-pour-lappel-blanquer-doit-partir/>

SOUTENEZ LE PRCF ET LES JRCF, REJOIGNEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom:

Prénom:

Adresse:

CP:

Ville:

Courriel:

Téléphone:

A renvoyer à: PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux